**1er GROUPE**

**ARRÊTÉ PORTANT SANCTION DE BLÂME**

Le Maire / le Président de ........,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 530-1, L. 532-1, L. 532-2, L. 532-4, L. 533-1 et L. 533-5.

Vu le décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux,

Vu le courrier du ............... informant M. / Mme. ................................. de la procédure disciplinaire engagée à son encontre et lui indiquant ses droits à :

-communication de l'intégralité de son dossier individuel et de tous les documents annexes au siège de l'autorité territoriale

-l'assistance d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix

-consultation du rapport par lequel le conseil de discipline a été saisi et de ses pièces annexes

-se taire tout au long de la procédure

Considérant les motifs de droit et de fait suivants *(motivation de la sanction : indiquer la nature, les circonstances ainsi que la date ou la période des faits reprochés et justifier leur caractère fautif)* :

............................................................................................................................................................................................... ;

Que ces faits constituent des manquements aux obligations professionnelles et déontologiques auxquelles sont soumis les agents publics, en particulier aux obligations suivantes :

................................................................................................................................................................................................

**\* \* \***

**ARRÊTE**

**Article 1er** : Un blâme est infligé à M. / Mme .................. (nom, prénom, grade).

**Article 2** : La présente sanction sera effacée automatiquement au bout de trois ans si aucune autre sanction n’est intervenue durant cette période.

**Article 3** : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé€ et versé à son dossier ; ampliation en sera adressée au Président du centre de gestion.

Fait à ........................., le .............................

Le Maire / Le Président,

*(Nom, prénom)*

Signature

OU

Par délégation,

*(Nom, prénom, qualité)*

Signature

Notifié le .........

Signature de l'agent

Le Maire/Le Président :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de ............. dans un délai de deux mois à compter de sa notification ; le présent arrêté peut également faire l’objet d’un recours gracieux dans le même délai, éventuellement suivi d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de ........... dans un délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.